

aboutit à un gaspillage de nos ressources et de nos talents et nous conduit à importer en quantité extraordinaire des capitaux dont nous n'avons point besoin. Si nous ne parvenons pas à résoudre le problème de l'efficacité industrielle, des voix proclameront que le salut réside dans l'intégration aux États-Unis. On entendra dire qu'il faut souder l'industrie pétrolière, celles de la potasse de la pâte, du papier et des produits chimiques aux industries correspondantes américaines, de manière à parvenir dans ces secteurs à un accord similaire à celui réalisé avec les États-Unis pour l'industrie automobile.

Ces propositions comportent plusieurs inconvénients. Tout d'abord, intégrer l'industrie de cette manière revient à empêcher le Canada à mener sa vie propre, dans la mesure où il en résulte une grave atteinte à la souveraineté nationale. On ne peut transformer un lapin en éléphant. En outre, les États-Unis ne sont plus intéressés pas cette sorte d'union. On estime là-bas que nous avons tiré un trop grand avantage de l'accord sur l'industrie automobile, et cela malgré le fait que nous continuons à fabriquer moins de voitures que nous n'en achetons. En d'autres termes, nous ne recueillons toujours pas la part qui nous revient du marché nord-américain de l'automobile. Et pourtant, aux États-Unis, s'élèvent des cris angoissés, ceux qui les poussent estimant qu'on nous a fait la part trop belle.

Les États-Unis n'ont pas à s'inquiéter que le Canada usurpe leur souveraineté ou domine leur culture. Ils ne voient que les avantages économiques mineurs que le Canada a tirés de cet accord sur l'automobile. En revanche, nous devons voir, au-delà des petits avantages économiques, l'avenir de notre pays en tant que tel.

J'estime que si nous concluons avec les États-Unis beaucoup d'autres ententes comme l'accord sur l'automobile, notre pays n'aura plus d'avenir. Des indices démontrent déjà que ce n'est plus au Canada que se fait réellement la planification et que se prennent les véritables décisions dans cette industrie. Ce ne le fut jamais vraiment, mais dans la faible mesure où il y avait une certaine autonomie dans notre pays, cette autonomie même est en bonne partie disparue. Les décisions sont prises outre quarante-cinquième. La conception technique et la planification se font outre quarante-cinquième. Nous autres, au Canada, nous sommes les humbles assembleurs, les ouvriers consentants; nous sommes une sorte d'annexe du siège social.

Quand ça ne tourne pas rond et que le conseil d'administration doit choisir de poursuivre l'expansion de ce côté-ci de la frontière ou de l'autre, on n'a pas à se demander lequel

il choisira. Il favorisera les installations des États-Unis. Et nous demeurerons à la merci de ces aléas tant que notre industrie n'aura pas réussi à devenir aussi autonome que possible afin de ne plus être victime de ce genre d'intégration. À considérer le problème sous un autre angle, de telles ententes n'auront probablement plus lieu, comme je l'ai déjà dit. Les États-Unis, à vrai dire, vont nous sauver malgré nous. Ce sont les États-Unis qui maintenant hésitent à conclure d'autres accords du genre. Les événements prennent ainsi une tournure assez heureuse, puisque notre gouvernement ne semble guère se soucier de la souveraineté future du pays.

Nous ne saurions occuper la place qui nous revient ni créer les richesses nécessaires à une société comme la nôtre, désireuse de réaliser de grandes choses pour ses membres et pour d'autres nations, sans accroître notre capacité de production. De toute évidence, l'entrepreneur canadien n'a pas su se mettre au diapason de l'évolution américaine dans le monde des affaires. Il n'a pas joué le rôle qui lui était dévolu dans notre société. Nous devons donc faire surgir un nouveau type d'entrepreneur.

J'espère que la Société de développement du Canada—si le gouvernement actuel la crée jamais—exécutera ce type de fonction. J'espère également que l'industrie tiendra compte des programmes de spécialisation et de rationalisation. Le ministère de l'Industrie et du Commerce met actuellement au point des programmes de ce genre, mais je sais que personne ne s'y intéresse. Si ces questions ne parviennent pas à accroître la capacité de production du pays, alors si nous voulons rester une nation souveraine, il ne nous restera plus qu'à nationaliser beaucoup de nos industries, ne serait-ce que pour s'assurer qu'elles seront efficacement organisées et développées.

Il y aura d'autres occasions de débattre les points précis de ce bill. Certaines de mes remarques ne se rapportaient pas directement à des articles particuliers de la loi, mais j'estime qu'elles sont parfaitement pertinentes quand nous examinerons des propositions en vue de libéraliser les échanges.

En conclusion, le libre-échange ne résoudra pas nos problèmes par lui-même. Si nous ne prenons pas de mesures visant à augmenter notre productivité industrielle, le libre-échange pourrait bien nous détruire.

M. Jack McIntosh (Swift Current-Maple Creek): Monsieur l'Orateur, si j'allais travailler dans le sens des aspirations de la majorité des gens de l'Ouest canadien, je commencerais par présenter une motion pour abolir le Tarif des douanes que ce bill se propose de